Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Seul le texte prononcé fait foi
Check against delivery

67ème Session de l'Assemblée générale des Nations Unies

2ème Commission

Point 20 de l'ordre du jour

Développement durable

Sustainable development

New York, le 6 novembre 2012

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

Cette année, la session de la 2e Commission sera consacrée au suivi de la conférence de Rio+20 sur le développement durable.

Certains aspects spécifiques des conclusions de Rio+20 nécessitent que l'Assemblée générale prenne des mesures, qui devraient être abordées dans la résolution concernant la mise en œuvre d'Action 21.

A Rio, nous avons décidé de lancer un processus pour définir le format et les modalités de fonctionnement d'une nouvelle instance de haut niveau. Il s'agit là d'une décision ambitieuse, qui implique de remplacer la Commission du développement durable en moins d'un an. Ensemble, nous avons défini les fonctions de cette instance, mais il nous faut maintenant choisir les instruments et les procédures nécessaires pour les exercer. Il est donc nécessaire de mettre en place un processus clair qui soit coordonné avec les discussions sur la réforme de l'ECOSOC, afin de favoriser la complémentarité. Il nous faut optimiser le temps et les ressources déjà alloués à la Commission du développement durable. Par ailleurs, les débats devront commencer rapidement, si possible lors d'une première réunion en janvier 2013, afin d'avoir assez de temps pour ce processus important.

Monsieur le Président,

La Suisse considère l'adoption du cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables (10YFP) comme étant l'un des principaux aboutissements de la Conférence de Rio+20. Cet instrument bien conçu prévoit des domaines d'activité spécifiques et des systèmes de soutien pour les pays en développement. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement, en tant que secrétariat responsable du cadre décennal, devrait s'atteler immédiatement à sa réalisation. La question de la composition du comité de direction restreint et de la procédure de nomination reste encore ouverte. Le cadre décennal étant un instrument pragmatique, une procédure simple devrait suffire pour nominer près de 10 experts spécialisés dans ce domaine. Une autre question devant être abordée est celle des rapports d'activités du cadre décennal. Si la

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

Suisse propose que la rédaction des rapports soit placée sous la direction de l'organe qui remplacera la Commission, nous restons ouverts à toute discussion sur la question.

Outre celle concernant la mise en œuvre d'Action 21, un certain nombre de résolutions devront prévoir des mesures de suivi de Rio+20.

La Suisse se félicite de la décision de renforcer le Programme des Nations Unies pour l'environnement à travers des mesures spécifiques. L'introduction de la représentation universelle au sein de son organe de direction constitue une étape majeure, de même que la mise en place d'une nouvelle stratégie pour l'environnement à l'échelle onusienne. Nous sommes également favorables à la décision d'augmenter les ressources financières du Programme, notamment en élevant la part du budget ordinaire des Nations Unies qui lui est allouée. La prochaine séance du Conseil d'administration, en février 2013, devra prendre des décisions relatives à la mise en pratique de l'accord de Rio sur le renforcement de la gouvernance environnementale internationale. Des décisions devront vraisemblablement être prises afin d'assurer la représentation de tous les Etats membres lors du prochain Conseil d'administration.

La Suisse salue le fait que le document final de Rio+20 aborde la question de l'atténuation des risques de catastrophe. 2015 sera l'année des objectifs de développement durable, du cadre de développement post-2015, du cadre d'action pour l'après-Hyogo et d'un nouvel accord sur le changement climatique. C'est donc l'occasion idéale pour établir un cadre de politique internationale cohérent et sensible aux risques.

Le rapport Sendai, publié récemment par la Banque mondiale, souligne la nécessité de pondérer la réflexion sur la prévention des catastrophes avec un grand nombre de faits réels. Cette approche sensible aux risques devra apparaître dans le cadre du développement post-2015 et les objectifs de développement durable.

Cette problématique complexe est souvent rendue plus difficile par des institutions dont les mandats, pour des raisons historiques, ont tendance à se recouper. Les activités de développement et d'aide humanitaire doivent se rapprocher et revoir leur traditionnelle répartition des tâches. Les acteurs du développement doivent être plus à même de faire face aux catastrophes naturelles et les humanitaires mieux intégrer la prévention dans leur action.

Monsieur le Président,

La Suisse se réjouit de collaborer avec vous ainsi que tous les Etats membres de l'ONU et le Secrétaire général en vue de la réalisation prochaine des décisions de la Conférence de Rio+20, dans une perspective de développement durable.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President,

This year's session of the 2nd Committee is devoted to the follow-up to the Rio+20 Conference on Sustainable Development.

Some specific aspects of the Rio+20 Outcome require action by the General Assembly, which should be addressed in the Agenda 21 Resolution.

In Rio, we decided to launch a negotiation process to define the format and organizational aspects of a universal intergovernmental high-level political forum. This is an ambitious decision, which implies replacing the Commission on Sustainable Development within less than a year. We agreed on the functions for this Forum, but now we need to define the instruments and procedures to fulfill these functions. In order to do this, we need to set up a clear process that is well coordinated with the discussions on the ECOSOC reform in order to avoid duplication and to ensure complementarity. We should make the best use of the time and financial resources already allocated to the CSD. In

addition, we need to initiate the discussions soon, possibly with a first meeting in January 2013 in order to have sufficient time for this important process.

Mr. President,

Switzerland considers the adoption of the 10-Year Framework of Programmes on Sustainable Consumption and Production a key outcome of the Rio+20 Conference. It is a well elaborated instrument with specific areas of work and a support mechanism for developing countries. UNEP, as the secretariat of the 10YFP, should immediately start working on its implementation. What remains open is the composition and nomination process of the small board. Being an implementation tool, the 10YFP would need a simple procedure to nominate approximately 10 experts, specialized in this field. Another issue that needs consideration is the reporting on the 10YFP. While Switzerland suggests that the reporting should be directed to the Forum replacing the CSD, we remain open to further discussions on this matter.

Besides the Agenda 21 Resolution, a number of other resolutions will have to integrate Rio+20 follow-up measures.

Switzerland is pleased with the decision to strengthen UNEP through specific measures. The introduction of universal membership to its governing body is a true milestone as is the re-introduction of a UN system-wide strategy for the environment. We also support the decision to increase the financial resources for UNEP, for instance by increasing the contribution from the regular budget of the United Nations. More specific decisions as to how the Rio agreement on strengthening international environmental governance should be put into practice will have to be taken at the next Governing Council in February 2013. In order to allow for the next Governing Council to be held with universal membership, we might need to decide on the necessary arrangements.

Switzerland welcomes that Disaster Risk Reduction (DRR) was reflected in the Rio+20 Outcome. 2015 will be the year of a post-2015 development framework, Sustainable Development Goals, the post-Hyogo Framework for Action and a new Climate Change Treaty. We therefore should not miss the opportunity to establish a coherent and risk-sensitive international policy framework.

The Sendai report, recently published by the World Bank, underlines the necessity of DRR mainstreaming with numerous hard facts. The idea of a risk-sensitive approach has to be reflected in the post-2015 development framework and the SDGs.

The issue is complex and often challenged by institutional structures that have historically produced overlapping mandates. Development related and humanitarian activities must come closer together and rethink their traditional work share – development must learn to become acquainted with disasters and humanitarians must rethink their engagement in ex-ante preventive work.

Mr. President,

Switzerland looks forward to working with you, all UN member states and the Secretary-General towards a timely implementation of the Rio+20 decisions in order to contribute to sustainable development.

Thank you.

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny